

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 janvier 2015

NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 2529)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CL367

présenté par

Mme Capdevielle et Mme Untermaier

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 22 QUATER, insérer l'article suivant:**

Il est créé au sein des métropoles, Communautés urbaines, Communautés d'agglomération et Communautés de communes, une conférence des maires composée des maires des communes membres. Chaque maire peut se faire suppléer par un conseiller municipal désigné à cet effet.

La conférence des maires peut être consultée lors de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet de territoire communautaire. La conférence des maires a également un pouvoir décisionnaire et peut s'opposer à toute décision du Conseil communautaire en cas de vote à la majorité qualifiée comportant au moins les deux tiers des membres représentant la moitié de la population totale de toutes les communes incluses, ou la moitié des membres représentant les deux tiers de la population totale de toutes les communes incluses.

Lors de sa première réunion, la conférence des maires élit en son sein un président et un vice-président qui supplée le président en cas d'empêchement. La conférence des maires se réunit au moins deux fois par an à l'initiative de son président ou à la demande du Conseil communautaire, sur un ordre du jour déterminé. Les modalités de fonctionnement de la conférence des maires sont déterminées par le règlement intérieur du conseil communautaire.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise la création d'une conférence des maires au sein de chaque établissement public de coopération intercommunale composée des maires ou de leur représentant. Cette instance peut exercer un pouvoir de veto et s'opposer à toutes les décisions du Conseil communautaire à condition d'obtenir une majorité qualifiée.

Le développement de l'intercommunalité souhaité par le Gouvernement ne peut se construire sans les maires, acteurs majeurs de la démocratie territoriale et principaux interlocuteurs de la population locale.

La perspective à l'horizon 2020 de la mise en place du suffrage universel direct pour l'élection de tous les conseillers communautaires ne doit pas se faire aux dépens d'une perte de proximité. La contrepartie nécessaire est donc de créer une Conférence des maires capables de débattre et de délibérer des grandes questions qui se posent à l'échelle intercommunale et, le cas échéant, de s'opposer à certaines décisions prises par le Conseil communautaire.

La création d'une conférence des maires au pouvoir décisionnaire renouvelle en profondeur la démocratie locale en préfigurant un modèle territorial de type bicaméral.